



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 400 – 21 mai 2021

Zoom sur le sommet sur le financement des économies africaines

A l'initiative du président de la République française, s'est tenu le 18 mai 2021 [le Sommet sur le financement des économies africaines](#), qui a réuni 43 pays dont 10 pays d'Afrique de l'Ouest. Le constat est le suivant : malgré une incidence de la COVID-19, avec un nombre de morts relativement moins élevé (4,7 M de cas confirmés, dont 130 000 morts ; respectivement 2,9% et 3,8% au niveau mondial), l'Afrique a enregistré en 2020 sa première récession depuis 25 ans, et de lourdes conséquences sociales telle que la hausse de la pauvreté (32 M de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté en 2020 selon FMI). Retour sur les deux piliers qui ont fait l'objet de ce sommet :

🔊 Répondre aux besoins de financement pour promouvoir une relance rapide, verte, durable et inclusive

Selon le FMI, pour renforcer la réponse apportée à la pandémie, des financements supplémentaires extérieurs de près de 285 Mds USD seraient nécessaires aux pays africains sur la période 2021-2025, dont près de la moitié aux pays à faible revenu du continent.

En termes de **réponse urgente à la pandémie**, le sommet a abordé l'enjeu de l'amélioration de l'accès aux vaccins qui, au-delà de la distribution des doses, devrait aussi passer par la production des vaccins sur le continent.

Concernant le **financement de la relance des économies** :

LE CHIFFRE À RETENIR

14,4%

Taux de progression des actifs du
secteur bancaire de l'UEMOA



- le moratoire qui a été accordé aux pays au titre de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) dès avril 2020 pourrait continuer jusqu'à la fin de la pandémie ;
 - le FMI a annoncé, dès approbation par les pays membres, une allocation des Droits de tirage spéciaux (DTS) à hauteur de 650 Mds USD, dont 33 Mds USD destinés aux pays d'Afrique (24 Mds USD à l'Afrique subsaharienne). Des prêts supplémentaires de DTS sont envisagés dans le cadre du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté (FRPC) ;
 - ces soutiens seront complétés par d'autres financements tels que (i) l'aide publique au développement (APD) pour lequel les pays développés s'efforceraient d'atteindre les objectifs d'y consacrer 0,7% de leur revenu national brut (RNB) et entre 0,15 et 0,20% de leur RNB à destination des pays les moins avancés ; (ii) la 20^{ème} reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID-20) de la Banque mondiale qui devrait apporter du financement pour divers enjeux de développement (le capital humain, le changement climatique, la gouvernance...) ;
 - quelques financements ont été précisés comme l'intention de [la Banque mondiale](#) d'investir et de mobiliser [150 Mds USD](#) au cours des cinq prochaines années pour soutenir le développement du continent ou encore celle de [l'Union européenne](#) (l'UE) qui prévoit un financement [de 29 Mds EUR](#) pour l'Afrique subsaharienne au cours des sept prochaines années via notamment son nouvel instrument financier « Global Europe ».
- 📌 **Soutenir une croissance de long terme stimulée par un secteur privé et un entrepreneuriat dynamique et par le développement et le financement de projets d'infrastructures de qualité**

En termes de **soutien au développement du secteur privé** en plein dynamisme sur le continent, les participants du sommet ont réitéré leur soutien à l'égard de l'initiative du G20 « Compact with Africa » lancée en 2017 et destinée à promouvoir l'investissement privé en Afrique, y compris dans les infrastructures. Aussi, ce sommet a été l'occasion de lancer l'Alliance pour l'entrepreneuriat en Afrique (AEA) qui a pour objectif de mobiliser tous les partenaires désireux de mettre des ressources financières et techniques au service du développement du secteur privé en Afrique, des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (MPME). L'AEA serait soutenue entre autres par la Société financière internationale (SFI), les banques de développement africaine et européenne (la BAfD et la BERD) et la Banque européenne d'investissement (BEI). La SFI a précisé qu'elle engagera [2 Mds USD](#), dont 1 Md USD pour soutenir les MPME et 1 Md USD pour accroître les flux d'importations et d'exportations de biens essentiels (notamment de produits alimentaires et médicaux). Dans la même dynamique, [la Team Europe](#) a annoncé sa première initiative intitulée "Investir dans les jeunes entreprises en Afrique", destiné à aider les MPME du continent à décoller et à créer des emplois.

📌 Régional

Progression des actifs du système bancaire de l'UEMOA de 14,4% en 2020

Selon [le rapport annuel de la BCEAO](#), le secteur bancaire de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA) est composé de 152 établissements de crédits, dont 131 banques et 21 établissements financiers à caractère bancaire, au terme de l'année 2020. L'activité des établissements de crédit a poursuivi sa

croissance, accompagnée d'une amélioration de la qualité du portefeuille. Le total de bilan du système bancaire a progressé de 14,4% en g.a., pour atteindre 47 212,4 Mds FCFA (72 Mds EUR) à fin décembre 2020. Les crédits à la clientèle ont évolué de 7,3% en g.a, notamment ceux à long terme (+2 687,2 Mds FCFA ; +237,5%). Le taux de créances en souffrance s'est légèrement amélioré de 0,5 point de pourcentage pour se situer à 11%. La solvabilité du secteur bancaire s'est consolidée à fin décembre 2020 : le ratio moyen « fonds propres sur risques pondérés » est

ressorti à 11,6%, un niveau quasi-stable comparativement à celui enregistré fin 2019, et au-dessus de l'exigence minimale de 9,5%.

La BIDC mobilise avec succès 50 Mds FCFA sur le marché financier de l'UEMOA au profit des pays membres

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) a émis avec succès un emprunt obligataire de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) sur le marché financier de l'UEMOA. En effet, [l'opération a été clôturée par anticipation dès la première journée de lancement](#). Le montant levé sera amorti sur une période de 7 ans (dont 2 ans de différé) au taux d'intérêt annuel de 6,5% et servira au financement de la relance économique post-COVID dans les Etats de l'UEMOA. Les principaux pays bénéficiaires seraient la Côte d'Ivoire (50,2% des investissements prévus) et le Niger (20,1%). Cette [levée de fonds](#) constitue la 1^{ère} phase du programme d'emprunt obligataire de la BIDC, visant à mobiliser un montant total de 240 Mds de FCFA dans la zone UEMOA, afin de soutenir les projets publics et privés dans l'agroalimentaire, l'énergie, l'eau, la finance et les infrastructures au sein de la région.

📍 Bénin

191 M FCFA accordée à 11 startups

Le 14 mai 2021, s'est tenue la [cérémonie de remise des chèques du financement Oumandera](#), une initiative du Fonds d'Appui à l'Entrepreneuriat Numérique (FAEN). Ainsi, [11 startups béninoises ont réceptionné des subventions d'une valeur comprise entre 10 M et 30 M FCFA](#) (entre 15,2 et 45,7 K EUR), soit un montant global de 191 M FCFA (291,1 K EUR), afin de soutenir leur développement. Pour rappel, le financement Oumandera est un appui financier direct à destination des startups innovantes en matière de technologie numérique.

Lancement du PACOFIDE, financé par la Banque Mondiale

Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche a procédé, le 18 mai 2021, [au lancement officiel du Projet d'appui à la compétitivité des filières agricoles et à la diversification des exportations](#) (PACOFIDE). Ce [projet](#), doté d'une enveloppe de 160 M USD et financé par la Banque mondiale, a pour objectif d'améliorer la balance commerciale béninoise en favorisant l'accès aux marchés d'exportation aux entreprises du secteur agroalimentaire, notamment des filières anacarde et ananas.

📍 Burkina Faso

Signature de l'accord de différé de dette avec la France dans le cadre de l'ISSD

Compte tenu des besoins de financement importants auxquels les pays éligibles à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) sont encore confrontés en 2021, les membres du Club de Paris et le G20 ont convenu de prolonger l'initiative de 6 mois supplémentaires, du 1^{er} janvier au 30 juin 2021. L'extension de l'ISSD au bénéfice du Burkina Faso a fait l'objet d'un amendement au Protocole d'accord agréé en Club de Paris le 5 février 2021. Les membres du Club de Paris qui participent à la réorganisation de la dette du Burkina Faso sont la France et l'Espagne. C'est dans ce cadre que la France et le Burkina Faso ont signé, le 21 mai 2021, un nouvel accord intergouvernemental. Le premier accord avec la France avait permis au Burkina Faso de bénéficier d'un report du service de la dette bilatérale d'un montant de 5,8 M EUR (soit environ 3,8 Mds FCFA). Ce second report porte sur un montant de 5,9 M EUR (soit environ 3,9 Mds FCFA), sur une période d'amortissement de cinq ans, y compris un différé d'une année.

La LFR 2021 adoptée par le parlement

[L'Assemblée nationale a adopté, le 11 mai 2021, la loi de finances rectificative \(LFR\) 2021](#). Les prévisions de recettes et dons passent

globalement à 2 129 Mds FCFA (3,2 Mds EUR), soit une très légère hausse de 0,9%. Les prévisions de dépenses passent, quant à elles, à 2 672,8 Mds FCFA (4,1 Mds EUR), soit une légère hausse de 0,7%. Le déficit budgétaire s'établirait ainsi à 540,8 Mds FCFA (824,4 M EUR). La loi de finance initiale a été ajustée pour prendre en compte : (i) la nouvelle configuration du gouvernement ; (ii) l'accroissement des appuis budgétaires de certains partenaires techniques et financiers, notamment l'Agence Française de Développement et la Banque Mondiale ; (iii) la révision à la hausse des prévisions de ressources internes grâce à la résilience de l'économie, malgré les chocs internes et exogènes.

🍷 Cap-Vert

Le service de transport aérien inter-îles désormais assuré par BestFly

Suite à la décision de TICV (Transportes Interilhas de Cabo Verde) de cesser ses activités à compter du 17 mai 2021, le gouvernement a décidé [d'accorder l'exploitation des services de transport aérien régulier inter-îles à l'opérateur aérien angolais BestFly](#), pour une durée de 6 mois. Cet accord est le fruit d'une négociation urgente, avec la supervision de l'Agence de l'aviation civile (AAC), dans le but d'éviter une interruption de la disponibilité de ce service inter-îles.

🍷 Côte d'Ivoire

Inflation à +3,9% en g.a. en avril 2021

Selon l'Institut national de la statistique, [l'inflation s'est établie à +3.9% en glissement annuel \(g.a.\) en avril 2021](#), contre +3.3% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix a notamment été tirée par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5.3% en g.a.), des transports (+4.7% en g.a.) et de la santé (+4.3% en g.a.). Pour l'année 2021, le taux d'inflation moyen annuel est projeté à +1,4% par le FMI.

Lancement du Projet d'Amélioration des Services aux Industries

Les autorités ivoiriennes et la Banque africaine de développement (BAfD) ont procédé, le 11 mai, au [lancement du Projet d'Amélioration des Services aux Industries en Côte d'Ivoire \(PASI-CI\)](#). D'une durée de 2 ans, il est financé par un don à hauteur de 357 500 USD, issu des ressources du Fonds d'assistance technique pour les pays à revenu intermédiaire de la BAfD. Avec pour objectif d'accompagner le développement industriel dans le pays, ce projet prévoit une étude de faisabilité pour la création du Fonds de développement industriel, une étude technique d'aménagement de la zone industrielle d'Assouba-Aboisso (sud-est du pays) ainsi qu'une étude monographique des zones industrielles existantes de San-Pedro.

Lancement de l'opération « Un jour, 50 millions d'arbres »

L'opération « [Un jour, 50 M d'arbres](#) » a été lancée le 18 mai par le Ministre des Eaux et Forêts. L'objectif de cette opération est de planter 50 M d'arbres d'ici octobre avec la participation du secteur privé et du grand public. En 2020, l'opération « 1 jour, 5 millions d'arbres » a permis de planter 6 426 302 d'arbres. Ce projet s'inscrit dans la [Politique nationale de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts](#) adoptée en 2018 et qui vise à rétablir 20% de couvert forestier en Côte d'Ivoire d'ici 2030. L'agriculture intensive et une exploitation mal maîtrisée des forêts ont fait chuter la superficie du couvert forestier de 7,8 M ha en 1990 à 3,4 M ha en 2015.

🍷 Gambie

5,6 M EUR d'aide budgétaire de l'UE

[L'Union européenne \(UE\) a annoncé, le 19 mai, le déblocage d'une aide budgétaire de 5,6 M EUR pour la Gambie](#). Il s'agit d'une troisième tranche de l'appui budgétaire dans le cadre du renforcement de l'Etat et de la résilience. Depuis le début de la transition démocratique en 2016,

L'UE a versé près de 6,8 Mds GMD (109 M EUR) au budget national de la Gambie.

Guinée

Un partenariat pour la création d'une institution de microfinance

Le 20 mai 2021, [l'Office de la poste guinéenne a signé un accord de partenariat avec les sociétés DreamOval Limited et Kallan International afin de créer une institution de microfinance](#). Celle-ci aura pour but d'élargir l'offre de services financiers à travers : (i) le développement d'une plateforme de paiement pour la collecte des paiements des institutions publiques ; (ii) la facilitation des démarches pour l'ouverture d'un compte bancaire, pour un dépôt à terme, pour épargner ou encore avoir accès au crédit ; (iii) le développement du système bancaire digital.

8^{ème} session du comité bilatéral de pilotage et de suivi du C2D

Le 19 mai 2021, s'est tenue la [8^{ème} session du comité bilatéral de pilotage et de suivi du Contrat de Désendettement et de Développement \(C2D\)](#). A cette occasion un bilan des activités en cours a été dressé et les priorités pour le futur ont été définies : (i) l'agriculture et le développement rural ; (ii) l'éducation et la formation professionnelle et (iii) le développement d'institutions locales. Pour rappel, le C2D est un dispositif de transformation de dettes en ressources tournées vers le développement. Depuis le 1^{er} C2D signé en juin 2013, la France est engagée en Guinée à hauteur de 167,6 M EUR à travers ce dispositif.

Guinée-Bissau

Accord préliminaire entre le gouvernement et le FMI pour la mise en place d'un programme de réformes

Le Fonds Monétaire International (FMI) a annoncé, [dans un communiqué publié le 12 mai](#)

[2021](#), avoir trouvé un accord préliminaire avec les autorités bissau-guinéennes pour la mise en œuvre d'un programme de réformes d'une durée de 9 mois (SMP) visant à faire face aux déséquilibres macroéconomiques engendrés par la pandémie. Ce programme se concentrera sur : (i) le développement du cadre fiscal et l'accroissement des recettes publiques à travers l'amélioration de la gouvernance ; (ii) la lutte contre la corruption et le soutien aux entreprises d'état ; (iii) la limitation des dépenses publiques, notamment à travers la masse salariale. Pour rappel, le taux de croissance de la Guinée-Bissau s'est contracté de 1,5% en 2020.

6 M EUR de la BAfD en faveur des femmes et des jeunes

Le 17 mai 2021, [la Banque Africaine de Développement \(BAfD\) a approuvé un prêt concessionnel de 6 M EUR](#), en faveur de la Guinée-Bissau pour mettre en œuvre le Projet d'appui à l'autonomisation et l'inclusion financières des femmes et des jeunes dans les filières cajou, fruits et légumes (PAIFJ). Ce projet, d'une durée de 5 ans, comprend : (i) des formations dans les domaines de la conservation et de la transformation des fruits et légumes ; (ii) la construction de magasins de stockage, d'aires de séchage et de deux unités de transformation du cajou et (iii) la professionnalisation de 100 coopératives et micro et petites entreprises.

Libéria

Don de 81 K USD de l'USAID

[Le gouvernement libérien et l'agence des Etats-Unis pour le développement international \(USAID\) ont signé, le 12 mai 2021, un accord de don d'un montant de 81 K USD](#). Ce financement vise à soutenir le processus d'élaboration des politiques du gouvernement et devrait favoriser la mise en œuvre de son programme en faveur des pauvres pour la prospérité et le développement.

✦ Mauritanie

Le pays prévoit de négocier une réduction de sa dette extérieure

Par un communiqué officiel, le gouvernement mauritanien a annoncé qu'une stratégie de réduction significative de sa dette extérieure est en cours de formulation. Pour rappel, la Mauritanie avait mandaté les services d'un Consortium international, Franklin-Finexem, en décembre 2020 afin de l'accompagner dans ce processus, dans le cadre l'initiative du G20 relative au Cadre commun pour les traitements de dette. Selon un audit réalisé par le consortium, la dette publique se chiffrerait à environ 5 Mds USD et le service de la dette serait particulièrement lourd au cours des 5 prochaines années. Bien que l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20/Club de Paris lui ait permis de libérer budgétairement près de 200 M USD, le gouvernement a entrepris de plaider pour la réduction de cette dette. Ainsi, un rapport sera rendu par Franklin-Finexem le 30 juin 2021 et devrait proposer une stratégie de gestion de la dette pour chaque créancier.

Kinross dévoile sa production d'or au 1^{er} trimestre 2021

Dans son rapport du premier trimestre 2021, Kinross, société minière canadienne, a annoncé avoir produit environ 16 T d'or, dont 2,5 T via sa filiale mauritanienne. La société indique une augmentation de 12% en g.a de ses revenus au cours de ce 1^{er} trimestre, lui permettant d'atteindre 986,5 M USD. L'entreprise prévoit de produire globalement 68 T d'or pour 2021.

La SNIM présélectionne 8 candidats pour son contrat de sous-traitance de terrassement de roches

La société nationale industrielle et minière (SNIM) a pré qualifié 8 entreprises et groupement pour la sous-traitance de 3 gisements miniers à Zouérate (nord du pays). Il s'agit de la société française Sogea Satom, des société espagnols

Espa et Movimientos de Tierra, de la compagnie portugaise Mota-Engil Engenharia e Construção avec son partenaire marocain Cadex Group, du saoudien Comedat, et des entreprises chinoises Norico International Cooperation Ltd, Guangdong Hongda Blasting, et Guangxi yuanda construction company. Ce contrat de sous-traitance de terrassement de trois gisements miniers de la SNIM est d'une durée de 3ans et porte sur un montant global de 600 M USD.

✦ Niger

Ratification d'un accord de prêt de l'AFD de 27 M EUR pour un centre de contrôle du réseau électrique

Le Conseil des Ministres a adopté, le 13 mai 2021, le projet de loi autorisant la ratification d'une convention de crédit de l'Agence Française de Développement (AFD), d'un montant de 27 M EUR, destiné au financement du projet de construction d'un Centre national de contrôle des réseaux à Niamey. Le projet comprend également des modules de formation au profit des agents de la Société nigérienne d'électricité (Nigelec) Nigelec. Le projet de loi sera transmis à l'Assemblée nationale pour adoption.

✦ Sénégal

Introduction de bus électriques à Dakar et en région à l'horizon 2025

Lors du Forum Régional Sur La Promotion Des Bus Propres en Afrique, organisé les 17 et 18 mai 2021, le Conseil exécutif des transports urbains de Dakar (CETUD) a annoncé le projet du gouvernement d'introduire des moyens de transports urbains de plus en plus verts à Dakar et en région à l'horizon 2025. Cet engagement s'inscrit dans le cadre du Plan de déplacements urbains de Dakar, adopté par le pays pour la période 2008-2025. Selon les autorités, des bus électriques seront déployés progressivement sur les réseaux de la société publique Dakar Dem Dik (DDD) et de l'Association de financement des

professionnels du transport urbain (AFTU), avec respectivement des capacités de 150 000 passagers par jour et 266 M passagers par an.

15 Mds FCFA pour la commercialisation de l'anacarde

La Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ) a annoncé la mise en place d'une ligne de crédit de 15 Mds FCFA (22,9 M EUR) pour accompagner la commercialisation de la filière anacarde. Ce montant vient en complément à d'autres financements prévus par l'Etat pour la filière, à savoir 2 Mds FCFA (3 M EUR) pour soutenir la production et 1 Md FCFA (1,5 M EUR) pour la transformation. L'enveloppe globale prévue en 2021 pour la chaîne de valeur anacarde est de 19,5 Mds FCFA (29,7 M EUR).

Mise en service prochaine de la centrale électrique de Malicounda

Pour répondre à la demande croissante d'électricité dans le pays, la Société nationale d'électricité du Sénégal (SENELEC) a annoncé la mise en service, en septembre 2021, de la centrale électrique de Malicounda d'une capacité 120 MW. Le niveau d'exécution du projet est estimé à 95% avec le montage en cours de tous les équipements principaux. Ce projet, d'un budget de 153,8 M EUR, est mise en œuvre par le groupe Melec Power Gen (MPG) en partenariat avec le fonds Africa 50 et la Senelec. Il s'inscrit dans le cadre du programme d'accès universel à l'électricité. La centrale fonctionnera initialement au fioul et devrait être converti au gaz naturel, avec l'exploitation des gisements de gaz du pays. Pour rappel, le taux d'électrification au Sénégal est estimé à 67% en 2018.

Sierra Leone

Ratification de l'accord de location ferroviaire et portuaire de la China Kingho Company

Le Parlement sierra-léonais a ratifié, le 15 mai 2021, un accord de location ferroviaire et portuaire au profit de la société China Kingho Company. Cet accord permettra à l'entreprise de gérer l'exploitation du chemin de fer ainsi que du port de Pepel dans le cadre de ses activités d'exportation de minerai de fer. Par ailleurs, l'accord prévoit également que la société puisse transporter les marchandises de toute autre entreprise dans le cadre d'un accord commercial.

Togo

Inflation à +3% en g.a. en avril 2021

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), l'inflation s'est établie à +3% en g.a. en avril 2021, contre +0.8% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix a notamment été tirée par celle du secteur des communications (+10.4% en g.a.), des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5.4% en g.a.) et des restaurants et hôtels (+3.6% en g.a.). Cette augmentation a été légèrement atténuée par la baisse des prix des transports (-4.6% en g.a.) et celle de la santé (-0.9% en g.a.). Selon le FMI, le taux d'inflation moyen annuel devrait se situer à +1,5% en 2021.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international